

02.10.2020  
Erevan / Arménie

## **DECLARATION SUR L'AGRESSION RECENTE DE L'AZERBAÏDJAN CONTRE LE NAGORNO-KARABAGH**

Nous exprimons nos plus vives inquiétudes concernant les attaques armées de l'Azerbaïdjan, menées à large échelle depuis le 27 septembre sur l'entière ligne de contact entre le Nagorno-Karabagh (Artsakh) et l'Azerbaïdjan. La ville arménienne de Vardenis, située à l'est du pays, est également sous le feu des forces azéries.

Le 1<sup>e</sup> octobre, les forces armées azéries ont également utilisé leur artillerie en direction du village de Shatvan, dans la région de Geghakunik, et lancé une attaque de missiles, à partir d'un drone de combat, sur le village de Mets Masrik. Plus tard, les UAV azéris ont envahi l'espace aérien de la République d'Arménie et effectué des vols de surveillance près de sa capitale, Erevan. Tous les drones ont été détruits par les forces de défense aériennes arméniennes.

Cette agression s'accompagne de violations graves des lois et coutumes applicables lors de conflits armés. En particulier, les forces armées azerbaïdjanaises prennent délibérément pour cible des établissements civils, des infrastructures et des écoles, notamment dans la capitale du Nagorno-Karabagh, Stepanakert et dans les villes de Hadrut et Berdadzor.

L'Azerbaïdjan n'a jamais caché son objectif stratégique : résoudre le conflit du Nagorno-Karabagh en utilisant la force. Il a, par conséquent, maintenu de fortes tensions à la fois sur la ligne de contact et sur la frontière entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. En avril 2016 et en juillet 2020, ces actes agressifs ont entraîné une escalade de violences particulièrement graves.

À plusieurs reprises, le président azerbaïdjanais a publiquement dénoncé les efforts des coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE visant à la résolution pacifique du conflit du Haut-Karabagh, recourant ainsi ouvertement à la guerre. À cette fin, l'Azerbaïdjan a également engagé des forces extérieures, et bénéficie du soutien de la Turquie. Selon des sources crédibles, la Turquie a recruté et envoyé en Azerbaïdjan des combattants terroristes étrangers (FTF) provenant des régions de la Syrie actuellement sous le contrôle de l'armée turque, qui sont aujourd'hui utilisés dans le conflit du Haut-Karabagh.

Alors que le monde entier se bat contre la pandémie de la Covid-19, cette nouvelle agression de l'Azerbaïdjan constitue une menace pour l'existence même du peuple du Haut-Karabakh, car elle signale une nouvelle fois son intention de nettoyer ethniquement ce territoire des Arméniens.

Ce pays, qui se positionne comme un modèle de tolérance et de multiculturalisme, a déjà permis, sous sa juridiction, l'anéantissement complet de toutes les traces civilisationnelles des Arméniens en menant une politique d'éradication de leur riche patrimoine culturel tout au long du 20ème siècle.

Ce mois de décembre marquera le 15e anniversaire du plus récent et du plus notoire des actes de vandalisme culturel commis au Nakhitchevan. Plusieurs milliers de croix et de pierres tombales géantes gravées du cimetière médiéval arménien de l'ancienne Djoulfa au Nakhitchevan ont été détruites au bulldozer par l'armée azérie, et ce, en temps de paix. Il existe de nombreuses preuves, y compris des photos et des vidéos, montrant la destruction de ce patrimoine culturel arménien. Au total, 89 églises médiévales, 5.840 croix de chemin ornées et 22.000 pierres tombales historiques ont été démolies, sur la seule région du Nakhitchevan, entre 1997 et 2006.

La 16e Assemblée générale du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) a adopté en octobre 2008 une résolution exprimant la préoccupation de la communauté internationale face à ces actes de vandalisme et déclarant avec regret que "ce patrimoine qui occupait autrefois une place digne parmi les trésors du patrimoine mondial ne peut plus être transmis aujourd'hui aux générations futures".

La destruction délibérée de sites du patrimoine culturel constitue un crime de guerre. L'histoire montre que toute forme d'intolérance à l'égard des valeurs d'autres civilisations, qui endommage ou détruit intentionnellement le patrimoine culturel ou religieux, doit être condamnée avec force afin de protéger le patrimoine. En gardant le silence, nous ouvrons la voie à ce que de nouvelles atrocités culturelles soient commises dans différentes parties du monde.

La Conférence internationale de l'UNESCO "Politique culturelle, politique pour la culture : le rôle de la culture dans le programme de développement post-2015", qui s'est tenue en Arménie en 2015, a adopté une déclaration condamnant, dans les termes les plus forts possibles, le nettoyage culturel, la destruction barbare, la violence, le pillage et autres crimes commis contre le patrimoine culturel de l'humanité.

Contrairement à la politique de destruction et de vandalisme culturel menée depuis des décennies par les autorités azerbaïdjanaises, l'Arménie et le Haut-Karabagh ont toujours été attachés à l'idée de promouvoir la paix et la solidarité par la culture et de sauvegarder le patrimoine culturel sur leur territoire, quelle que soit leur origine ethnique et religieuse.

Les musées et les collections situés dans la zone de conflit actuelle risquent la destruction. Nous, professionnels de musées, nous engageons à promouvoir et à réclamer aux sociétés internationales et nationales les moyens de protéger et de préserver le patrimoine culturel, qui est un moyen d'atteindre un bien-être mondial. Nous croyons fermement à l'idéologie promue par l'ICOM, selon laquelle les musées et la culture sont au service de la paix, de la compréhension mutuelle et de la protection de la mémoire humaine.

Aujourd'hui, le patrimoine culturel arménien du Haut-Karabagh est attaqué, du fait des bombardements - souvent aveugles - d'armes lourdes, effectués en violation flagrante du droit international, y compris du droit international humanitaire. Les dirigeants de l'Azerbaïdjan portent l'entière responsabilité des conséquences de l'agression et de la déstabilisation de la sécurité régionale qu'ils ont planifiées.

Nous condamnons fermement l'agression azerbaïdjanaise et, étant attachés au règlement pacifique du conflit du Haut-Karabagh, nous appelons la communauté internationale à déplorer résolument ces actes hostiles, ce qui permettrait également d'éviter de nouvelles destructions du patrimoine culturel arménien.

Cordialement,

Président de l'ICOM Arménie  
Ani Avagyan

